

RESTRICTED
SR/NYM.6
14 novembre 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE
D'UNE SEANCE ENTRE LA COMMISSION DE CONCILIATION ET
LES DELEGATIONS DES ETATS ARABES

tenue à New-York, le lundi 14 novembre 1949
à 11 heures.

Présents: M. Yalcin	(Turquie)	- Président
M. de Boisanger	(France)	
M. Palmer	(Etats-Unis)	
M. de Azcarate		- Secrétaire principal
S.E. Abdel Monem Mostafa Bey		- Représentant de l'Egypte
S.E. Fawzi Pacha Mulki		- Représentant du Royaume hachémite de Jordanie
M. Edward Ghorra		- Représentant du Liban
M. Ahmad Choukairi		- Représentant de la Syrie.

Le PRESIDENT rappelle que la Commission est dans l'obligation de rendre compte à l'Assemblée générale de l'attitude des parties en ce qui concerne la protection des Lieux saints situés en dehors de Jérusalem, et demande si les délégations arabes ont quelque chose à ajouter à leurs déclarations antérieures.

MOSTAFA BEY (Egypte) tient d'abord, à titre personnel et au nom de ses collègues, à souhaiter la bienvenue au nouveau représentant des Etats-Unis à la Commission. Il estime que la nomination de M. PALMER est importante, à la fois à cause de sa longue expérience du Moyen-Orient et des liens étroits qui l'unissent à cette région, et aussi en raison du rôle important qu'ont toujours joué, dans l'évolution du problème de Palestine, les Etats-Unis qui, comme les Etats arabes, sont très désireux de voir la paix rétablie. Si la résolution de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948 n'a pas encore été exécutée, la raison en est due à l'intransigeance de l'autre partie et à cet égard Mostafa Bey espère que le Gouvernement des Etats-Unis se servira de sa grande influence pour faire disparaître cette intransigeance. Lorsque les Etats arabes ont signé avec la

Commission le Procès-verbal du 12 mai 1949, ils étaient influencés dans leur attitude par les exposés qu'avait faits M. Jessup au sein de la Première Commission, pendant la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, sur la politique des Etats-Unis à l'égard de la Palestine, ainsi que par un télégramme du Président Truman au Roi Abdullah de Transjordanie. Les Etats arabes sont en droit de considérer ces prises de position comme des engagements tacites par lesquels les Etats-Unis sont liés.

Les Gouvernements arabes sont très déçus qu'aucune mesure n'ait été prise au sujet du problème des réfugiés; ce problème devient plus difficile à mesure que croît l'immigration juive en Palestine. Mostafa Bey rappelle également ce qu'il a déclaré au sujet de l'annexion de Jaffa à Tel-Aviv et constate que la Commission n'a encore pris aucune décision à cet égard. La politique israélienne du fait accompli nécessite de la part des Nations Unies une attitude de fermeté et non d'apaisement. Mostafa Bey est convaincu que les Etats-Unis disposent des moyens nécessaires à cet effet. Il donne à nouveau l'assurance à la Commission que les Etats arabes continueront à lui apporter leur collaboration et que leur attitude ne cessera d'être raisonnable comme par le passé.

En ce qui concerne la question des Lieux saints, MOSTAFA BEY remarque que le projet de déclaration de la Commission comprend deux aspects : en premier lieu une demande en faveur du maintien du statu quo à l'égard des Lieux saints et en second lieu certaines allusions aux dispositions du projet d'Acte établi par la Commission pour Jérusalem. Les délégations arabes ne soulèvent pas d'objection contre le premier point qui est conforme aux déclarations verbales qu'elles ont elles-mêmes faites au sein de la Commission, et elles sont prêtes à fournir une déclaration écrite dans ce sens. En revanche, elles s'opposent à ce que cette déclaration fasse mention du deuxième point, car l'avenir du projet d'Acte est encore incertain, de même que les dispositions à prendre à l'égard de Jérusalem.

M. PALMER remercie le représentant de l'Egypte de ses aimables souhaits de bienvenue. Il est bien vrai qu'en raison de l'intérêt qu'ils portent depuis longtemps au Moyen-Orient et en particulier à l'instruction et au bien-être social de ses populations, les Etats-Unis se préoccupent vivement du problème

de Palestine. Toutefois, en ce qui concerne l'influence de son Gouvernement en la matière, M. Palmer tient à souligner qu'il agit en tant que représentant d'un Gouvernement qui fait partie d'une Commission créée par les Nations Unies, et que chaque Gouvernement représenté à la Commission est responsable envers l'Organisation. Il a personnellement établi de nombreux liens avec le Moyen-Orient et la Palestine et donne aux délégations l'assurance que, bénéficiant de l'expérience de ses collègues, il s'efforcera dans toute la mesure de ses moyens de contribuer à résoudre ce problème d'une manière équitable et dans l'intérêt des populations de cette région.

M. CHOUKAIRI (Syrie) s'associe aux paroles de bienvenue adressées par le représentant de l'Egypte au nouveau représentant des Etats-Unis; l'expérience et l'esprit pénétrant de ce dernier apporteront une contribution précieuse à la Commission et aux délégations. M. Choukairi se félicite de voir que la délégation américaine à la Commission a désormais un chef permanent.

En ce qui concerne les Lieux saints, il souscrit à l'opinion du représentant de l'Egypte selon lequel il convient essentiellement de séparer, en l'occurrence, la question de Jérusalem de celle des Lieux saints situés en dehors de la région de Jérusalem. La question de Jérusalem est encore pendante et risque de ne pas être réglée avant un certain temps; on ne doit pas faire dépendre ce règlement de la solution de l'autre question qui est certainement moins compliquée. Par ailleurs, il convient de faire observer que le paragraphe 7 de la résolution du 11 décembre 1948 ne donne à la Commission le droit de demander aux parties des déclarations formelles qu'en ce qui concerne la protection des Lieux saints situés en dehors de Jérusalem. C'est une telle déclaration et rien d'autre que les délégations arabes sont autorisées à faire; il espère que cette déclaration satisfera la Commission.

Au sujet du rôle que les Etats-Unis peuvent jouer et qu'à son avis ils doivent jouer dans le règlement du problème de Palestine, M. Choukairi mentionne les travaux accomplis par les Etats-Unis au Moyen-Orient dans le domaine de l'instruction et de l'assistance. C'est en grande partie l'enseignement américain qui a permis aux Etats arabes de revendiquer la plénitude de leurs droits dans les circonstances actuelles. Tout

en admettant que les Etats Membres des Nations Unies sont responsables envers l'Organisation, M. Choukairi estime qu'il est impossible d'ignorer la grande influence qu'exercent en réalité les Etats-Unis au sein de l'Organisation des Nations Unies. C'est en grande mesure à l'appui des Etats-Unis qu'Israël doit sa création et son existence. Il est cependant du devoir d'Israël de s'acquitter de sa dette en témoignant son respect aux résolutions des Nations Unies. On ne peut pas minimiser le rôle que les Etats-Unis peuvent jouer en la matière; si ce pays usait de son influence pour exercer une certaine pression sur la partie au différend qui se montre rebelle, le problème serait vite réglé.

MULKI PACHA (Royaume hachémite de Jordanie) souhaite à son tour la bienvenue au représentant des Etats-Unis dont l'expérience et la connaissance du Moyen-Orient constitueront un grand atout pour la Commission. Il croit pouvoir affirmer, sans contredit que les délégations arabes n'ont jamais manqué de collaborer avec la Commission et d'exprimer spontanément leurs opinions; si elles ont parfois pris des positions dont elles ne pouvaient s'écarter, la Commission en a certainement apprécié les raisons. Mulki Pacha espère que les efforts de conciliation de la Commission aboutiront sans tarler à une heureuse conclusion.

En ce qui concerne les Lieux saints, il fait observer que les délégations arabes ont certaines idées précises au sujet de l'avenir de Jérusalem et qu'elles les communiqueront en temps opportun à l'organe compétent des Nations Unies. La politique des Gouvernements arabes a toujours été en faveur de la protection des Lieux saints. Etant donné toutefois que les termes du projet de déclaration de la Commission semblent subordonner l'avenir de Jérusalem à celui des Lieux saints situés en dehors de cette région, les délégations arabes se voient dans l'obligation de demander que les deux problèmes soient séparés. Mulki Pacha propose que les délégations arabes soumettent à la Commission un nouveau projet de déclaration fondé sur les déclarations qu'elles ont déjà faites.

M. GHORRA (Liban) souscrit aux remarques faites par ses collègues au sujet de la déclaration concernant les Lieux saints; il sera prêt à signer la déclaration de la Commission si elle est modifiée dans le sens qui vient d'être indiqué.

M. Ghorra fait part de la satisfaction qu'éprouve sa délégation à l'occasion de la nomination de M. Palmer et exprime la certitude que ce dernier, grâce à sa connaissance des questions arabes et son esprit compréhensif à l'égard des populations du Moyen-Orient, aidera à conclure le règlement équitable que chacun espère. Il rend hommage aux travaux accomplis par un grand nombre d'américains au Moyen-Orient, et notamment dans son propre pays, comme étant le symbole des résultats heureux qui peuvent être obtenus par la collaboration des Etats-Unis et du monde arabe.

Le PRESIDENT fait observer que la Commission a estimé, en rédigeant la déclaration soumise aux délégations israélienne et arabes, qu'elle se conformait à l'esprit et à la lettre de la résolution. Les délégations arabes sont en droit de formuler toutes les réserves qu'elles désirent, mais la Commission serait heureuse de recevoir leur réponse aussitôt que possible, afin de la transmettre rapidement à l'Assemblée générale.

En réponse à une question de M. Choukairi (Syrie) concernant l'interprétation donnée par la Commission au paragraphe 7 de la résolution, M. de BOISANGER explique que, bien que la Commission ait interprété ce paragraphe d'une manière qui lui semble exacte, elle comprend le désir qu'ont les délégations arabes de ne pas subordonner le règlement de la question des Lieux saints situés en dehors de Jérusalem à la solution du problème de Jérusalem. Dans ces circonstances, bien que la Commission ne tienne pas à modifier son projet, elle ne voit pas d'inconvénient à ce que les délégations arabes présentent un nouveau texte dans lequel elles ne maintiendront que les passages de l'ancien projet auxquels elles peuvent souscrire.

MOSTAFA BEY (Egypte) annonce que les délégations arabes ont déjà préparé ce texte et qu'elles le communiqueront dans le courant de l'après-midi.

Il demande alors si la Commission a pris une décision en ce qui concerne la question de Jaffa-Tel-Aviv.

Le PRESIDENT explique que la Commission a estimé qu'elle ne pouvait pas prendre de décision en se fondant sur des communiqués de presse et qu'en conséquence, elle a demandé à son représentant à Jérusalem de lui fournir des renseignements officiels.

MOSTAFA BEY (Egypte) a certaines observations à formuler au sujet de la nature juridique de la Commission. Il rappelle qu'au moment où la Commission a été créée, il avait soutenu que les membres de la Commission, chargés d'une mission internationale, ne devraient pas recevoir d'instructions de leurs Gouvernements respectifs. Le Secrétaire principal, cependant, n'avait pas partagé son avis. Mostafa Bey se considère donc fondé à attirer l'attention sur l'influence capitale des Etats-Unis qui constitue un fait tangible et à demander pourquoi les Juifs n'ont pas été forcés à adhérer aux termes de la résolution.

Le PRESIDENT, tout en reconnaissant que l'influence des Etats-Unis est un fait indiscutable, réaffirme que la Commission est un organe des Nations Unies composé de trois Gouvernements, et qu'elle doit travailler dans le cadre de la résolution dont découlent son existence et ses pouvoirs. La Commission n'a pas le pouvoir d'imposer le retour des réfugiés dans leurs foyers, mais seulement de faire des recommandations. Elle a poursuivi sa tâche dans toute la mesure de ses moyens, et continuera à le faire au cours de la nouvelle phase, celle de la médiation.

M. de BOISANGER ajoute que la résolution définit clairement la nature de la Commission, comme étant composée de trois Etats Membres des Nations Unies. Les représentants de ces Etats ne peuvent pas agir en leur nom propre. Ce sont les Gouvernements qui prennent des mesures, non pas en leur nom, mais au nom de l'Organisation des Nations Unies et dans l'intérêt de la collectivité internationale.

MOSTAFA BEY (Egypte) affirme qu'il n'existe aucun malentendu au sujet de la nature et des obligations de la Commission.

La séance est levée à 13 heures.